

Vœux de Martin Malvy, président de la Région Midi-Pyrénées aux Midi-Pyrénéens

le mercredi 4 Janvier 2012

Mesdames, Messieurs, bonne année.

Bonne année au nom de l'institution régionale, de ses élus. Et si vous le permettez, bonne année de ma part.

Il y a 27 ans, le 4 octobre 1985, Gaston Defferre inaugurerait le Bâtiment Central de l'Hôtel de Région. C'était le premier Hôtel de Région, en France. La Région était devenue collectivité territoriale, 3 ans plus tôt.

Au fur et à mesure des compétences transférées et d'une extension des politiques régionales, trois bâtiments nouveaux ont été construits. Hémicycle et bureaux en 1992, bâtiment ouest, bâtiment sud, celui où nous sommes, au cours des quatre dernières années.

La Région qui en 1986 succédait à l'Établissement Public Régional, installé à partir de 1974, Allées Frédéric Mistral, dans l'Hôtel particulier où siège depuis le Conseil Économique et Social, comptait 172 agents.

Ils sont aujourd'hui 3 366 dont, il est vrai, 2 475 Agents Régionaux des Lycées.

C'est à dire des personnels qui sont répartis sur l'ensemble du territoire de Midi-Pyrénées.

Depuis 10 ans, en réalité, les effectifs ont peu bougé, hors compétences nouvelles et transfert des personnels d'État.

Quatrième extension donc, qui nous a permis de regrouper récemment des services qui avaient du être installés à l'extérieur sans pouvoir pour autant, faute d'espace, aller jusqu'au bout de la démarche, c'est à dire rassembler également le CESER et nos satellites, Midi-Pyrénées Expansion, Midi-Pyrénées Innovation, l'Agence Régionale Pour l'Environnement, le Comité Régional du Tourisme et l'ARDESI pour les technologies de l'information. Au total 224 personnes.

Mesdames, Messieurs, une nouvelle année commence.

Quelle sera-t-elle ? Si chaque année la même question se pose, force est de constater que rarement les incertitudes ont atteint une telle ampleur.

Avec deux préoccupations majeures, l'emploi, 4 millions de demandeurs d'emploi.

L'environnement, l'énergie, le développement durable.

Nous avons nos interrogations régionales, nationales, mais nous devons regarder plus loin. Nous ne pouvons pas faire l'impasse sur le monde qui nous entoure. Il est partout en mouvement. Chacun le sait, personne ne le conteste.

La France ne va pas bien. Nos concitoyens ne sont pas les seuls à être confrontés aux épreuves. Mais ce n'est, pour aucun d'entre eux, raison de se satisfaire, que de penser que d'autres, ailleurs, connaissent les mêmes, voire des situations pires encore.

C'est ce qui permet de porter des appréciations différentes sur la manière dont sont conduites les politiques des États et celles de l'Europe. Certains, dans ce contexte, en viennent à nier à la politique, la capacité de modifier le cours des choses. E serait soit renoncer, soit faire le lit du populisme, soit s'en remettre, pour conduire notre destin, à la toute puissante finance internationale et aux agences de notations. C'est à dire à ce qui, par définition, est le plus indifférent, le plus méprisant à l'égard de l'homme.

Or le but de l'action politique, sa raison d'être, c'est bien de considérer l'homme en tant que tel et non comme un objet au service d'intérêts toujours qualifiés de supérieurs.

Traversons-nous une crise ? Économique ! Financière ! Je pense – et vous me permettrez de le dire - que la situation dans laquelle nous nous trouvons est plus profonde qu'une simple crise. Le propre de la crise, c'est qu'après la crise, on retrouve l'état dans lequel on se trouvait au préalable.

Et puis une crise se définit par sa soudaineté. En règle générale, la rage de dent ne prévient pas. Les subprimes ont provoqué la crise. Mais c'est parce que le terrain était instable, miné, qu'elle a pris la dimension que l'on sait. Tout comme en 1973 le premier choc pétrolier a révélé les fragilités de nos systèmes économiques et les a pour longtemps déséquilibrés.

On a oublié que, des années 1960 à 1973, la croissance économique se situait, pour la France, en moyenne annuelle, autour de 5 %, et qu'elle a plongé depuis au point de devenir certaines années négatives

Ou que la nouvelle organisation du monde et le décrochage entre l'économie réelle et l'économie financière ont sinistré notre industrie. La moitié de nos emplois industriels ont disparu. Quelques 500 000 depuis 5 ans. 3 millions en 30 ans. C'est cela, la nouvelle donne. La France affaiblie par la désindustrialisation.

Alors dette et déficits sont devenus la règle. **Un État peut s'endetter. Il le doit même, s'il veut construire durablement l'avenir.** Il peut présenter un budget en déficit. Les politiques contre-cycliques sont parfois nécessaires. Relancer l'activité quand elle faiblit. Mais à condition d'être passagères et de ne pas atteindre le point de rupture qui n'est pas lié à des critères, mais au poids insupportable qui pèse alors sur les finances publiques, davantage encore si leurs produits sont inégalement répartis.

Ce que l'on appelle la charge de la dette équivaut aujourd'hui à la première dépense de l'État. On comprend combien elle réduit ses marges de manœuvre. A commencer par ce qu'il faut alors consacrer aux politiques publiques.

Nous sommes au-delà d'une crise, je l'espère, à la prise de conscience nécessaire de ce que l'alignement sur des théories dominantes a pu induire de dégâts. Je pense à ce qui a pu être dit sur l'autosuffisance des sociétés de services. Elles allaient prendre le relais de la société industrielle. Sur la spécialisation industrielle à travers le monde, comme si l'abandon de certaines productions étaient inévitables et comme si ceux à qui elles revenaient allaient éternellement se contenter d'être les sous traitants des autres. Ou encore sur le rétablissement automatique des équilibres économiques par la libéralisation des marchés et leur alignement sur une finance internationale totalement dérégulée et fonctionnant à l'instantané.

Ce que nous vivons s'apparente davantage à une 3ème révolution industrielle qu'à une simple crise... Moins par des découvertes telles que d'autres siècles en ont connues - à l'exception d'internet - que par les inégalités sociales qui dominent la planète et sa capacité à toujours pouvoir produire mieux – y compris dans les technologies avancées -, quelque part, à un meilleur prix, même si le marché du monde a ouvert de formidables débouchés. Ce n'est pas en terre d'aéronautique que l'on pourra dire le contraire.

Déstabilisation de nos systèmes économiques ! Les années qui ont passé ont vu s'aggraver les déséquilibres, à un rythme accéléré, avec un emballement que l'annonce à répétition de réformes au fil de l'eau n'ont évidemment pas maîtrisés.

Déstabilisation, c'est aussi le second défi auquel nous sommes confrontés, **avec les problèmes environnementaux.** Ceux qui sont liés au réchauffement climatique et à l'énergie. Ils modifieront également, qu'on le veuille ou non, au-delà des écosystèmes, la faune, la flore, la vie, tout simplement parce que l'on ne règle ni la société, ni le quotidien de chacun sur les mêmes concepts, quand fondent les glaciers, quand les richesses naturelles s'épuisent, quand la planète s'alourdit de deux milliards de consommateurs ou de nouveaux candidats à la

consommation, quand de nouvelles puissances à la taille des continents se développent à leur tour, aux cadences qui furent les nôtres à une époque.

Si j'exprime ceci, ici, devant vous, avec vous qui êtes tous des acteurs de la vie régionale, c'est parce que nous sommes tous concernés, nous, nos enfants, ou nos petits enfants.

Je sais bien que le déficit de la balance commerciale de la France en 2012, 75 milliards d'euros, on peut toujours en parler. Mais qu'en réalité, cela ne fait cauchemarder personne plus d'une nuit. Un chiffre parmi d'autres. Et pourtant ce n'est pas sans lien avec quatre millions de demandeurs d'emplois.

Le débat sur l'avenir de l'ours blanc, ce sont d'abord de splendides images du pôle que l'on regarde sur écran plat en s'extasiant sur les prouesses de la technologie et non en s'interrogeant sur les conséquences des évolutions climatiques sur les productions agricoles du Sud Ouest de la France, par exemple.

Ce siècle ne ressemblera pas aux autres. Il sera par définition différent. Il nous appartient donc, quelles que soient nos fonctions, de rechercher les moyens de la transition.

Première préoccupation l'emploi, ou plutôt, - car l'emploi ne se décrète pas- , les conditions de l'emploi. C'est l'éducation, la formation, la recherche, l'entreprise.

Beaucoup dépend des politiques nationales et européennes. **L'Europe ! A ne suivre que l'actualité on en vient à oublier ce qu'elle représente : première puissance économique mondiale, première puissance agricole, première puissance marchande, première puissance tertiaire, première puissance industrielle.**

Le monde ! Il bouge ! Oui. En 2014, la Chine aura rattrapé les USA, le Brésil nous aura doublé. En 2020, les USA auront cédé le leadership, le Mexique sera à notre hauteur, l'Indonésie aura passé l'Espagne qui sera talonnée par l'Iran, l'Australie, la Pologne et l'Arabie Saoudite.

Mais l'Europe à 27 sera toujours la première puissance mondiale.

Sur les 500 premières universités au monde, 38% sont européennes, 30 américaines, 6% chinoises, c'est le classement annuel de l'Université de Shangai.

La France est aujourd'hui la 8^{ème} puissance mondiale. Nous serons nous disent les experts à la 9^{ème} place. Faut-il donc désespérer ? A l'évidence non. Le pire serait de tomber dans la sinistrose qui conduit à l'impuissance et l'inaction. Ce serait aussi de nier le constat quotidien de nos difficultés et de leurs gravités, les inégalités profondes qu'elles engendrent, la paupérisation d'une partie de la population, l'indignation justifiée de certains mouvements.

Je ne veux pas parler aujourd'hui de politique nationale. Les mois à venir y seront largement consacrés. Mais, de **la part que la Région entend prendre dans le nécessaire redressement et l'indispensable adaptation.**

L'emploi c'est la formation, l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche. Autant de thèmes qui constituent notre première priorité.

Les lycées évidemment. Et l'année prochaine nous bouclerons notre deuxième plan de 5 ans en atteignant le milliard 300 millions d'investissement que nous nous étions fixé comme objectif.

Dernière statistique connue, Midi-Pyrénées, première Région de France de 2001 à 2009 pour l'investissement par lycéen.

Deux nouveaux lycées, Tournefeuille et Villefranche de Lauragais – je m'étais engagé M. le président du Conseil général de la Haute-Garonne, - des travaux lourds à Fermat, St Sernin, Tarbes, Gaillac et Lavaur notamment.

Nous multiplierons par deux nos investissements en matière d'économie d'énergie dans les établissements, nous achèverons le plan d'installation des laboratoires de langues, poursuivrons l'effort d'acquisition, à l'entrée en seconde et CAP, d'ordinateurs portables, dont le nombre attribué atteindra près de 40 000, à la rentrée 2012.

Nous poursuivrons notre soutien à l'apprentissage, créerons pour les publics les plus fragiles un service public de la formation et revaloriserons les indemnités des plus basses tranches des stagiaires de la formation professionnelle. Nous créerons la première antenne hors Toulouse de l'École de la deuxième chance d'où sortira bientôt le millième stagiaire.

Les Formations Sanitaires et Sociales, on fait l'objet du plus récent transfert de compétences aux Régions. Bien que le gouvernement se soit refusé à l'accompagner de moyens financiers pour l'immobilier des établissements, nous financerons pour l'essentiel le regroupement des 10 écoles sanitaires de Toulouse sur un site unique, mis à notre disposition, par la Ville de Toulouse, M. le Maire, je vous remercie.

Nous en ferons de même, je l'espère à Albi, comme nous l'avons fait à Pamiers et Millau. Nous l'avons esquissé à Castres. Nous le ferons à Tarbes. Nous ouvrirons des antennes à St Gaudens, Figeac et Rodez, pour les kinésithérapeutes. Nous augmenterons aussi le quota d'infirmières de 150 places.

Préparation de l'avenir, accès à l'emploi ! **Nous participerons massivement en 2012 à la création d'Aérospace Campus, à la reconstruction de l'UFR de Psychologie, au Mirail, à la construction de la Bibliothèque de santé de Paul-Sabatier**, si le gouvernement respecte ses engagements.

Nous signerons, je l'espère, d'ici la fin de l'année un contrat de site dans chacune des 10 villes universitaires de Midi-Pyrénées, dans le cadre du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, que nous avons élaboré avec le PRES et approuvé en 2011.

Partenaire du PRES, nous avons soutenu la création de la Société d'accélération du Transfert de Technologies et de l'Institut de Recherche Technologique. Nous nous sommes engagés pour l>IDEX, Initiative d'Excellence.

Midi-Pyrénées, sa métropole, figurent au premier rang des Régions européennes en matière de recherche. Nous sommes au-delà des standards européens. L'emploi sera demain largement conditionné par l'innovation. Nous lancerons en 2012, **cinq appels à projets** à des laboratoires et des entreprises dans les secteurs de : l'aéronautique, de l'espace, de la relation alimentation-santé, des énergies renouvelables, des technologies de l'information.

Nous continuerons avec les Chaires Pierre-de-Fermat à accueillir des chercheurs étrangers de haut niveau et à soutenir doctorants et post-doctorants.

Si **Futurapolis**, organisé par l'hebdomadaire Le point, qui se veut un Davos de l'innovation, déroule sa première édition à Toulouse, en février, c'est bien une reconnaissance de notre identité.

L'emploi, c'est un engagement déterminé dans la formation. C'est aussi **le soutien indispensable à la modernisation de nos entreprises**. Après avoir, pour ce qui est des prises de participation financière, restructuré l'IRDI, créé Midi-Pyrénées Croissance, depuis le 1er janvier nous avons instauré un mécanisme d'avances remboursables, à taux zéro pour les entreprises, étendu aussi, au commerce et au tourisme, le fonds de garantie que gère OSEO.

L'innovation doit être au cœur de nos politiques. Nous partageons avec l'État, M. le Préfet, élaboré en commun, une Stratégie régionale de l'innovation que nous adapterons, en concertation avec le CESER, d'ici la fin de cette année, dans le cadre de la préparation de la prochaine génération des fonds européens.

Mais, **ce dont la France a cruellement manqué depuis des années, c'est d'une politique industrielle**. Certain le découvrent bien tard, quand nous ne cessons depuis des

années de marteler que l'une des clés du sauvetage de l'industrie allemande, c'est le poids donné aux Länders et refusé aux Régions françaises. Chaque jour, on nous parle du coût du travail. Il est outre-Rhin voisin de ce qu'il est en France. Il faut regarder ailleurs si l'on veut expliquer pourquoi les PME allemandes sont plus fortes que les PME françaises.

C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés, avec les pôles de compétitivité, à soutenir les projets industriels et de recherche qui s'en dégagent : aéronautique et espace, agroalimentaire, cancer-bio-santé et, décidé en 2011, d'accéder à de nouveaux pôles, sur le thème de l'eau et des énergies renouvelables. Ou pour laquelle nous avons imaginé **les contrats d'appui au développement et à l'emploi, contrats avec des entreprises. Nous signerons le millième au début de cette année, pour quelques 5 700 emplois à ce jour préservés ou créés.** Et nous avons, avant l'actualité de ces derniers jours, fait une place en progression à l'économie sociale et solidaire et à la coopération.

Je passe, Mesdames, Messieurs, sur le plan régional de modernisation de la filière **aéronautique** – 130 Millions en 4 ans – , sur le **Plan Cancer** - 32 millions - ou sur le plan d'accompagnement du développement **du très haut débit**, 50 millions en 10 ans. Sur l'expérimentation que nous lançons pour l'encouragement à **l'installation des jeunes agriculteurs** et la mise en œuvre d'un **Plan Protéines**.

Ou le renforcement de notre dispositif pour l'investissement dans **l'agriculture biologique**, la **viticulture**, ou la petite **l'hydraulique** agricole, voire sur le lancement, en février, d'une bannière « **Sud-Ouest France**», avec l'Aquitaine, pour une meilleure promotion de nos produits.

Je passe également sur la création d'International Midi-Pyrénées, en partenariat étroit avec les Chambres de commerce et d'Industrie et notamment la Chambre Régionale. Nous accompagnerons en 2012 quelques 300 de nos PME à l'étranger tout comme en 2011.

C'est à grands traits, Mesdames, Messieurs, ce que la Région, avec le concours de ses agences, conduit en direction de l'emploi. Et que souvent, elle partage avec d'autres collectivités. Nous signerons, pour l'application d'un certain nombre de ces mesures, des conventions avec chaque département de Midi-Pyrénées, dans les mois qui viennent.

Cette politique a été construite au fil des ans. Elle s'inscrit très clairement dans la recherche permanente des réponses aux enjeux auxquels nous sommes confrontés. Adapter, moderniser, faciliter.

Nous n'avons pas la prétention de détenir toutes les solutions.

C'est l'évidence. Nous avons l'ambition de concourir à l'adaptation de nos systèmes de formation et de production.

Le second défi, c'est celui que nous lance **le réchauffement climatique et les problèmes liés aux énergies fossiles**. Je laisse d'autres sujets à d'autres débats qui trouveront de quoi se poursuivre avec les conclusions de l'Autorité de Sûreté Nucléaire.

2011 : année la plus chaude en France depuis un siècle.

Le réchauffement annoncé de 2°C à la fin du siècle devient une hypothèse basse. Certains climatologues annoncent 4°, 5° voire 6°C....

Au niveau international. les blocages, demeurent.

Les deux plus grands pays émetteurs, États-Unis et Chine, ne font toujours pas partie du protocole de Kyoto. Le Canada s'est retiré. L'avertissement lancé par Desmond Tutu, « nous serons tous gagnants, ou tous perdants » - résonne avec plus d'acuité encore.

Dans le même temps, les prévisions climatiques changent d'échelle. Fini le temps des scénarios globaux des années 1990 où les Pyrénées n'apparaissaient même pas sur les cartes ! Aujourd'hui c'est au niveau régional que l'on collecte les données nécessaires pour obtenir des prévisions plus fines. Notamment sur les régions de montagne.

très vulnérables aux changements. Elles sont susceptibles d'être parmi les plus impactées par le réchauffement global, comme l'ont souligné les experts réunis lors du récent sommet de Grenoble, le Scampeï.

Nous avons créé, dans le cadre de la Communauté de Travail des Pyrénées, un Observatoire des évolutions climatiques, il y a deux ans.

La maîtrise de l'énergie, la mise en œuvre de solutions nouvelles, tel était aussi l'objet des Assises nationales du développement durable qui se sont tenues, à notre initiative, dans cette même enceinte, en octobre, et qui ont réuni près de mille collectivités venues de toute la France.

La Région s'est engagée dès 2000 dans le développement des énergies renouvelables, avec notamment, la création de primes élevées à l'installation de chauffe-eaux solaires, - 15 000 maisons en ont été équipées - et dans la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre, en élaborant son 1er Plan Climat.

En 2012, nous irons plus loin. **Le Plan Midi-Pyrénées Énergies**, que nous avons élaboré et adapté en 2011, prévoit de la part de la Région un effort de 260 millions sur 10 ans. Il est le premier au plan national.

Ses objectifs, la rénovation thermique ou la construction de logements économes à hauteur de **7 000 logements par an**, la production d'énergie renouvelable, au-delà des réseaux collectifs de chauffage bois, - nous dépasserons le nombre de 30 en 2012 – le développement du biogaz, de la biomasse ou la revalorisation de l'hydro-électricité, le solaire.

Au delà des moyens considérables que nous mettons en œuvre, je rappelle le prêt ouvert de 350 millions, pour Midi-Pyrénées, par **la Banque européenne d'investissement**, doublé par le Crédit agricole, la Banque populaire et la Caisse d'Épargne. Et l'étude que nous avons lancée, il y a quelques semaines, afin de rechercher les conditions de l'engagement de la Région comme co-investisseur, dans le secteur de la production d'énergies renouvelables.

Situation critique pour notre pays. La France doit s'adapter. C'est parce que nous sommes pleinement conscients que nous avons orienté nos actions dans les directions que je viens d'évoquer.

Je ne vous ai pas parlé du **TGV** – je considère acquis le calendrier de mai 2013 pour le lancement de l'enquête publique, de 2014 pour la déclaration d'utilité publique, de 2017 pour le lancement du chantier **Bordeaux-Toulouse**.

Si les travaux devaient être différés, j'ai dit et je confirme, que **nous demanderions le remboursement de ce que nous aurons alors payé pour Bordeaux-Tours. Ce n'est pas une menace en l'air**. Le Conseil d'État a mis le gouvernement de l'époque en demeure de nous rembourser notre participation aux études du pendulaire lorsque le projet a été abandonné. Et le gouvernement nous a remboursé ces dépenses.

Je ne vous ai pas parlé des trains régionaux, des routes, de nos participations à l'aménagement du territoire par le biais des 9 contrats d'agglomération, des 31 pays, des 4 parcs naturels régionaux – je l'espère, bientôt du 5ème - ou des pôles de montagne.

Je ne vous ai parlé ni de tourisme, ni de culture, ni de sports, ni des Grands sites de Midi-Pyrénées, ni des équipements de montagne et de nos interrogations sur les conséquences du réchauffement à leur égard...

Ni du spectacle vivant, ni des grands équipements, du musée Soulages à Rodez ou, Monsieur le maire de Toulouse, du futur parc des expositions, ni des sportifs de haut niveau ou des petits clubs et du handi-sport.

Et pourtant, ce sont là pour nous des priorités dans les priorités.

Je ne vous ai pas parlé des politiques de solidarité pratiquées par la Région, en direction des lycéens ou des apprentis, - avec, à la rentrée prochaine, la sortie de la Carte Jeunes - des

étudiants avec la création au cours de ces derniers mois, de la caution logement ou du Pass Mutuelle qui permet aux plus défavorisés d'entre eux, soit l'accès à la location, soit l'accès aux soins dont près de 20% se déclarent privés faute de moyens.

Et je vous ai épargné la litanie sur nos finances. Si, malgré la réforme, nous sommes en mesure de poursuivre les actions évoquées, de majorer même de 10 % nos engagements en termes d'investissement, c'est pour 2 raisons. La 1ère, l'effort considérable réalisé sur toutes les dépenses dites de fonctionnement, celles de l'institution - mais elles ne représentent que 3% du budget -, celles aussi des concours que nous apportons à d'autres, qui savent les restrictions auxquelles nous sommes soumis.

C'est du aussi au fait que notre gestion passée nous a permis de préserver un haut niveau d'auto financement, ce qui ne serait évidemment pas le cas si nous avions cédé aux pressions de ceux qui, s'appuyant sur notre bonne santé budgétaire, nous recommandaient régulièrement de nous endetter davantage.

Midi-Pyrénées est dans le peloton de tête des 5 Régions françaises qui investissent le plus par habitant alors qu'en potentiel fiscal nous ne sommes que 17ème sur les 22 Régions de métropole. Ceci surprend toujours. C'est l'exception Midi-Pyréenne. La plus grande région en espace, l'une des moins denses en population – 60 habitants au km² contre 124 pour la France – . Et encore en incluant les 1 million 200 mille habitants de la Haute-Garonne.

J'ai simplement voulu évoquer ce que sont, dans deux secteurs majeurs à juste titre, au premier rang des préoccupations de nos concitoyens et au cœur des évolutions à surmonter, les politiques qu'une institution comme la nôtre cherche à conduire et conduit avec détermination.

Nous sommes effectivement loin de ce qui était assigné comme responsabilités aux Régions il y a 30 ans. De nouveaux textes sont intervenus. Imparfaits. Mais la vie et la confrontation démocratique ont fait plus que toutes les lois.

J'espère aujourd'hui que **le pouvoir demain reconnaîtra qu'il ne peut moins que jamais tout régler tout seul, qu'il a besoin des collectivités, qu'il a besoin des Régions** – parce qu'elles sont les seules, dans certains secteurs, à avoir la bonne dimension, pour redresser l'économie de la France et l'inscrire dans le monde en mouvement.

Après vous avoir adressé des vœux personnels, vous comprendrez que j'exprime celui-là, en pensant à cette phrase de Saint-Exupéry : «L'avenir n'est jamais que du présent à mettre en ordre ».

Je vous remercie.